Nouvelles locales du lundi 31 mars 2014

@rib News, 31/03/2014 ĩ Education - Les Étudiants de l'Université du Burundi et de l'ENS dont les autorités ont demandé une prolongation des délais d'inscription n'ont apparemment pas répondu à cet appel. Les personnes chargées de procéder à cette inscription affirment qu'elles n'ont plus le droit de s'exprimer à ce sujet. Pour donner les chiffres de ceux qui se sont déjà inscrits, il est avéré que moins de 10 étudiants avaient déjà inscrit au service des étudiants de l'université du Burundi, seul service actuellement habilité à les recevoir. À l'heure actuelle, aucune personne n'est présente. Le porte-parole de la direction de l'université du Burundi avait assuré donner des informations à ce sujet après avoir parlé avec les autorités de cette institution. [rtnb/rtr/bonesha/isanganiro/rpa]

- Les représentants des étudiants de l'Université du Burundi estiment que le fait de cacher le nombre des étudiants inscrits vise à publier de faux chiffres dans le seul but de dissuader les étudiants à venir prendre cette inscription. Selon Epitace Ndayambaje, les étudiants de ces deux institutions viennent de saisir la CNIDH pour qu'elle se mette entre eux et les autorités du ministère de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique afin de résoudre leurs préoccupations. Il précise qu'ils ont essayé de montrer leurs problèmes et demandent l'arrêt des démarches des autorités du ministère et ceux de l'université du Burundi ainsi que de l'ENS, des marches qui visent à semer la confusion au sein des étudiants. En outre, certains étudiants ont arrêté leurs téléphones portables seraient même utilisés pour demander aux autres étudiants de venir prendre cette inscription. Il assure que cette marche n'aboutira à rien et demande plutôt la libération de ceux qui sont emprisonnés. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa] Le parti MRC Rurenzangemero demande l'annulation des mesures visant à restreindre le nombre d'étudiants boursiers de la bourse étudiante au sein de l'université du Burundi et de l'ENS. Dans un communiqué du lundi, le vice porte-parole de ce parti ces décisions ont été prises sans consultation de personne via le dialogue alors qu'il s'avère bien qu'elles portent brusquement atteinte à certains droits des étudiants. Eric Nkenguburundi demande aussi la libération des étudiants incarcérés ainsi que la réhabilitation de ceux qui ont été renvoyés définitivement de l'université du Burundi. Selon lui, il n'y a aucune faute de représenter ses pairs dans une quelconque lutte. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa]

ĩ Politique - Le président du FOCODE trouve que la situation politico-sociale qui prévaut dans le pays oblige certains individus à organiser des manifestations même s'ils savent que cela ne peut pas être toléré par le pouvoir en place. Selon Pacifique Nininahazwe, ce qui ne peut pas être fait ici au Burundi peut l'être dans d'autres pays avec pourtant le même message. Il cite les manifestations qui ont eu lieu en Amérique du nord et celles prévues ce mardi et mercredi en Europe. Selon lui si les autorités empêchent les burundais de manifester leurs contentements, ces derniers peuvent le faire ailleurs et leur voix peut tout de même être entendue. Il croit aussi que cela ne devrait pas être ainsi et que les autorités du pays devraient être chaleureusement accueillies partout où elles se rendent. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa] - Le FORSC a fait une assemblée générale ce dimanche à Bujumbura avec pour objectif l'évaluation de la situation socio-économique dans le pays. Selon la porte-parole de ce forum, ils ont constaté que la situation qui prévaut est préjudiciable au bon déroulement des élections de 2015. En outre, le professeur Gertrude Kazoviyo affirme qu'ils ont constaté que l'intolérance politique entre les membres des partis politiques gagne de plus en plus de terrain ; que les unions des partis politiques de l'opposition sont souvent stabilisées par les autorités administratives fidèles au parti au pouvoir ; que des intimidations contre les membres des partis politiques de l'opposition sont devenues monnaie courante et qu'ils sont souvent obligés d'adhérer au CNDD-FDD par la force. Dans cette situation, ils ont demandé au gouvernement d'assurer la liberté d'expression et de réunion pour tout citoyen burundais. De même, ils ont demandé à l'administration de ne pas prendre tous les partis politiques au même pied d'égalité et à la société civile de suivre de près ce qui se fait au Burundi afin de faire un clin d'œil en cas de besoin. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa]

- Le parti MRC-Rurenzangemero constate que le président de la République a du temps suffisant pour lire, comprendre et interpréter la Constitution du Burundi dans le cadre de son mandat de 2015. Selon le président de ce parti, un tel climat s'est aussi manifesté avec le président Buyoya et le président Ndayizeye qui voulaient eux aussi rester au pouvoir après leurs mandats légaux. Ainsi, Epitace Bayaganakandi estime que Nkurunziza ne va pas violer les accords d'Arusha et la constitution et affirme qu'il n'y a pas à s'inquiéter pour autant. Il a affirmé que son parti était en train de clarifier les congrès communaux dans la province de Mwaro, ce qu'il a fait ce dimanche. [rtnb/rtr/bonesha/isanganiro/rpa]

ĩ Sociétés - Réurgence de l'ingérence des autorités administratives dans la province de Makamba dans les conflits fonciers opposant les rapatriés et les résidents. Selon la population de certaines zones de cette province, certaines autorités administratives s'arrogent le droit de trancher les conflits fonciers et veulent aussitôt les exécuter au grand dam des résidents qui estiment que ces autorités n'en ont pas les compétences. De même, la commune Nyanza-Lac, les résidents affirment que la CNTB ne fait qu'écouter seulement les rapatriés et plaide même en leur faveur lors des procès fonciers les opposant aux résidents. Ils affirment qu'ils ne peuvent pas accepter cela du moment qu'ils n'ont plus à aller. Ils reprochent également à cette commission de refaire les jugements rendus par la commission dans les années passées afin d'attribuer la totalité de la terre aux rapatriés au détriment des résidents et demandent plutôt à la CNTB d'écouter chaque cas et de le traiter en conséquence. Le représentant de la ligue Iteka dans cette commune déplore cette situation. Philippe Ndizeye trouve plutôt que cette commission devrait travailler conformément aux accords d'Arusha et spécialement de son aspect de conciliation. Le porte-parole de la CNTB dément ces accusations et souligne que cette commission travaille plutôt bien, mais il ajoute que la révision des jugements déjà rendus ne vise qu'à corriger certaines irrégularités. [isanganiro/rpa]